

**Conférence : << Rapprocher l'Europe des citoyens>>
Luxembourg, le 2 décembre 2015**

Discours de M. Marco Wagener, Vice-Président du CES

Monsieur le Président,

Messieurs les Ministres,

Mesdames, Messieurs,

Nous ne pouvons pas parler de la Grande Région et du Luxembourg sans dire quelques mots sur la situation globale en Europe.

Au moment où l'adhésion à l'idée européenne risque de devenir fragile, l'objectif de cette conférence, rapprocher l'Europe des citoyens, semble difficile, mais d'autant plus indispensable à mettre en œuvre. En effet, certains médias, partis politiques et réseaux sociaux de plus en plus nationalistes et radicaux se nourrissent de la perte de confiance dans les institutions européennes. De plus, le scepticisme et l'angoisse des citoyens sont alimentés par les gros titres sur les conséquences de la crise financière, de l'arrivée des réfugiés et du terrorisme. A ce rythme-là, le fossé entre l'Europe et ses citoyens risque de se creuser, jusqu'à rendre inacceptables, aux yeux des citoyens, les décisions prises par nos dirigeants nationaux et européens. Il est donc urgent de développer un autre discours européen et d'adopter des mesures significatives pour rapprocher l'Europe des citoyens.

Il nous faut à nouveau apprécier la valeur des nombreux atouts de l'Europe : une main-d'œuvre éduquée et bien formée, une base technologique et industrielle puissante, un marché intérieur et une monnaie unique qui nous ont permis de résister aux pires effets de la crise, et une économie sociale de marché qui a fait ses preuves.

Nous pouvons également compter sur nos valeurs fortes, nos institutions démocratiques, l'attention que nous portons à la cohésion et à la solidarité économiques, sociales et territoriales, notre respect de l'environnement, notre diversité culturelle, notre respect pour l'égalité entre les femmes et les hommes, pour n'en citer que quelques-unes.

La stratégie « Europe 2020 » pour l'emploi, la recherche et l'innovation, le changement climatique et l'énergie, l'éducation et la lutte contre la pauvreté constitue un pas dans la bonne direction en vue du rapprochement de l'Europe des citoyens. Elle vise une croissance intelligente, durable et inclusive.

Aujourd'hui, il nous reste encore 4 ans pour atteindre les objectifs ambitionnés de cette stratégie. Malheureusement, le risque d'échec est grand, surtout pour ce qui est de la croissance inclusive qui vise une économie à taux d'emploi élevé favorisant la cohésion sociale et territoriale.

Les adaptations économiques intervenues suite à la crise financière et économique n'ont pas lénifié les souffrances sociales, bien au contraire. Le sentiment d'exclusion prime de plus en plus le sentiment d'inclusion.

L'individualisme national refait surface, au détriment de la solidarité supranationale. Il n'est donc pas étonnant que dans un tel monde émotionnel, les citoyens peinent à se passionner pour une Europe intelligente, solidaire et puissante.

Malgré une augmentation des pouvoirs accordés au Parlement européen, le déficit démocratique n'a pas été résorbé. Au contraire, les instances européennes sont souvent considérées par les citoyens comme étant des cercles d'élites technocratiques, très éloignées des préoccupations quotidiennes des petites gens.

Rapprocher l'Europe des citoyens devient donc de plus en plus urgent. Cet objectif peut passer par deux voies complémentaires. La première consiste à répondre aux inquiétudes des citoyens en développant un projet politique ambitieux, porteur de sens, basé sur des valeurs fortes. Nos leaders politiques doivent avoir le courage de partager avec les citoyens l'analyse que beaucoup font en privé, à savoir que sans une renaissance de la dynamique européenne, et une plus grande intégration, notre modèle social est menacé et avec lui le niveau de vie de nos concitoyens. La deuxième voie, à mener en parallèle, consiste à démocratiser le fonctionnement de l'Union et à développer un espace économique, politique et social européen.

Mesdames, Messieurs,

La Grande Région, qui rassemble les citoyens de 4 pays, l'Allemagne, la Belgique, la France et le Luxembourg, est l'exemple d'un espace économique, politique et social européen. Cette région d'environ 11,3 millions d'habitants au cœur de

l'Europe coopère pour préserver son potentiel économique et ainsi ses emplois. L'éducation, la formation, le transport, l'emploi, la santé sont des domaines qui font parti de cette collaboration interrégionale.

Au niveau de l'éducation, la Grande Région compte environ 81 universités et hautes écoles spécialisés. Le groupement transfrontalier « Université de la Grande Région » souhaite augmenter la mobilité des étudiants, des chercheurs et des doctorants et étoffer l'offre de formation et les profils de recherche.

De plus, la Grande Région profite d'un réseau de partenaires de formation. Celui-ci a pour ambition d'instaurer un dialogue transfrontalier entre les structures d'apprentissage extrascolaires, les organismes de coordination, les instituts de formation et les représentants nationaux des différentes composantes de la Grande Région.

En 2007, le Lycée germano-luxembourgeois Schengen-Perl a été mis en place par les chefs de Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et de la Sarre. Ce type d'école interrégionale doit permettre aux jeunes de développer le sentiment d'appartenance à l'Europe et d'acquérir les compétences linguistiques et professionnelles indispensables pour intégrer le marché du travail au-delà des frontières de leur pays.

Ce lycée est une école internationale à plein temps qui permet aux élèves et aux enseignants de communiquer et de travailler dans un esprit de convivialité, quelle que soit leur nationalité ou leur pays de résidence. Ils pourront ainsi préparer le monde de demain dans le respect d'autrui.

De nouvelles perspectives pour l'élaboration d'une Europe moderne, non seulement pour le marché du travail, mais également pour tous les secteurs de la vie, s'ouvriront à travers l'acquisition de solides compétences linguistiques, professionnelles et interculturelles, indispensables à l'ère de la globalisation.

Au niveau de l'emploi, le marché du travail transfrontalier prend de plus en plus d'importance dans la Grande Région. Avec 210.000 travailleurs frontaliers, la Grande Région est le bassin d'emploi transfrontalier le plus important de l'Union européenne. Le Grand-Duché de Luxembourg accueille avec environ 160.000 le plus grand nombre de frontaliers entrants. Ces chiffres mettent en évidence que ce sont les citoyens de la Grande Région qui profitent le plus de l'accord de Schengen qui garantit la libre circulation entre les pays européens signataires.

Les embouteillages importants et l'accroissement de la durée du trajet des travailleurs frontaliers en raison du récent rétablissement des contrôles aux frontières témoignent d'ailleurs de l'ampleur de ce marché du travail transfrontalier.

Les régions et les pays membres de la Grande Région optent dans un premier lieu pour la préservation de la main d'œuvre au cœur de leur région en combattant le chômage des jeunes, en coordonnant la formation professionnelle et formation continue transfrontalière, en évitant les formes d'emploi précaires et en soutenant l'emploi des femmes.

Mesdames, Messieurs,

L'inclusion sociale des citoyens de la Grande Région est aussi promue par le conseil syndical interrégional. Ce conseil essaie de redoubler les efforts pour augmenter les chances des salariés, notamment des femmes et des jeunes, d'accéder à un contrat de travail régulier et à durée indéterminée. Le poids relatif des formes d'emploi atypiques comme les contrats de travail à durée déterminée, les emplois à temps partiel ou les mini jobs est à minimiser pour garantir la paix sociale dans cette région européenne hautement intégrée.

De même, les syndicats travaillent pour un rapprochement des réglementations au niveau du temps de travail, des heures supplémentaires et de la protection contre le licenciement. De plus, ils se battent pour que l'emploi de la Grande Région soit dépourvu de toute forme de discrimination envers les frontaliers en ce qui concerne le calcul des prestations sociales et des impôts.

Dans le domaine du transport, il existe également des efforts énormes au niveau de la Grande Région pour faciliter la vie des travailleurs frontaliers. Des projets ferroviaires et autoroutiers communs sont actuellement en cours afin d'améliorer non seulement les liaisons, mais également le niveau du confort.

Toutefois, le succès et l'attrait des emplois transfrontaliers sont tels qu'il est très difficile pour les pouvoirs publics et les entreprises d'adapter et de développer rapidement les réseaux de transport.

La Grande Région montre donc qu'une croissance inclusive au niveau européen est possible. L'idée européenne y est bien ancrée dans les esprits. Mais, comme souvent en temps de crise, la méfiance laisse oublier les avantages et les opportunités d'un espace européen commun.

Pour conclure, je suis persuadé que vous allez développer, au cours de cette journée, des idées et des projets qui auront des retombées positives pour les citoyens de l'Europe.

Merci.